

## INTERVIEW EXCLUSIVE DE

## Mohamed Lemine Ch'bih Cheikh Melainine

Président du Front Populaire

Après un silence de près de quatre mois, le président du Front Populaire, Ch'bih Cheikh Melainine parle. Dans cet entretien exclusif accordé à L'Authentique, le président du Front populaire livre ses impressions sur la démocratie, sur l'opposition mais aussi sur la situation économique du pays.

**"Aujourd'hui, on ne va nulle part, parce qu'on a pas décidé de bouger!"**

L'Authentique : où va-t-on aujourd'hui ?

Ch'bih Cheikh Melainine : je vous remercie et je tiens à l'occasion de l'année nouvelle, vous souhaiter ainsi qu'au peuple mauritanien, une bonne et heureuse année.

Pendant la quatrième République en France, on avait posé à un Président du Conseil, la question que vous venez de me poser. Il avait répondu qu'il ne sait pas où va le pays, mais qu'il sait seulement qu'il y va très vite ! Et la question est incontestablement la question à poser aujourd'hui... Nous avons depuis quelques années, initié une ère de démocratisation qui a eu ses défaillances qui ont commencé notamment par les dispositions de l'article 104. On a commencé le processus démocratique, avec ses défaillances, ses faiblesses et l'environnement, qui peut être, ne s'avère pas particulièrement apte à appréhender les règles de la démocratie. On oublie souvent que la démocratie a été pensée à un moment où le Roi gouvernait, et elle avait pour rôle de créer des règles de jeu pour que les courtisans mettent au dessus de la mêlée le Prince, et pour rompre avec le complot régicide. La démocratie consistait à créer les règles de jeu qui devraient aboutir à ce que les rapports de force dans la Cour puissent influencer les décisions du Prince. Ainsi, la démocratie prend en compte le poids des différentes tendances et fait en sorte que ces poids puissent s'exprimer d'une façon ou d'une autre dans les décisions.

Malheureusement, chez nous, cette démocratie est venue dans un moment où le monolithisme avait

secrété ce qu'on appelle les mouvements politiques qui étaient souvent des mouvements attachés idéologiquement à des partenaires souvent étrangers au pays. Et cet héritage était difficile à faire oublier. On a tous plongé dans le début de l'ère démocratique avec l'héritage qu'avait chacun et avec les intérêts qu'avait chacun. Cela allait du nationalisme étroit au chauvinisme, à l'extrémisme qu'il soit de droite ou de gauche; et tout dans un climat d'interférence identitaire. Nous avons évolué avec notre héritage de mouvements vers une approche dogmatique des règles du jeu démocratique. C'est-à-dire que dès le départ, chacun a essayé d'ignorer l'autre, alors que la démocratie ne peut être basée que sur une espèce de dialogue où chacun prend au moins le temps d'écouter l'autre, où chacun peut se dessaisir de certains de ses credo pour pouvoir faire passer certaines de ses idées. A-t-on été capables de le faire ? Plus je milite, plus j'en doute... Et les mêmes élites de l'opposition au monolithisme donc issues des mouvements, sont les mêmes élites, qui aujourd'hui, s'activent pour la démocratie. Ceci aboutit à un comportement nihiliste qui donne raison à tous ceux qui pensent que le dialogue n'est pas nécessaire. Déjà dans notre approche tactique politique, nous nous éloignons de ce que doit être la démocratie. Malheureusement, ces comportements ont crispé les uns et les autres, ont créé des luttes antagonistes et à la limite, des discours qui s'ignorent. Et cette situation a créé et accumulé un ensemble de malentendus. Il faut dire que l'absence d'accès aux médias officiels, l'absence d'acceptation de l'autre, ont favorisé ce dialogue de sourds. Il faut ajouter que sur le plan tactique, et vu ce dos-à-dos, nous sommes restés dans une espèce de guerre de tranchées, et



comme vous le savez, la guerre de tranchées est une guerre de position statique, et ce n'est pas une guerre d'initiatives. Il suffit que l'une des parties fasse du bruit, l'autre lui répond par un bruit similaire. Je me dis qu'on a été incapables de créer des actions dynamiques qui feraient avancer notre démocratie. Ceci peut s'expliquer aussi par le fait que la pensée dominante dans notre pays est de type binaire; ce qui renforce le nihilisme, c'est-à-dire qu'on nous force à croire, et on essaie de nous imposer qu'on ne peut être que, Contre ou Pour. Ceci n'est pas

**«On a été incapables de créer des actions dynamiques qui feraient avancer notre démocratie.»**

particulièrement évident en politique pour la simple raison qu'on peut être d'accord sur un comportement ou sur une action et ne pas être d'accord sur d'autres actions. On a été incapables de séparer les institutions des hommes. Même l'Etat qui est une notion abstraite, est matérialisée par l'administration - Héritage Capolaniien- Les partis sont les partis de Monsieur X ou Y... Tout cela a encouragé cette relation frontale qui a beaucoup freiné notre démocratisation. Sans s'approfondir sur les raisons, et pour mieux répondre à ce "Où va-t-on ?". Je crois qu'aujourd'hui, qu'on ne va nulle part. Pourquoi on ne va nulle part, c'est parce que tout simplement, on n'a pas décidé de bouger. On est entré dans un cul-de-sac politique. Et quand vous entrez dans un cul-de-sac, soit vous vous arrêtez, et vous abandonnez votre marche, soit vous cogitez sur la possibilité d'issues. Je crois qu'aujourd'hui, toutes les forces organisées du pays sont probablement en conclave pour chercher une issue qui permette d'aller de l'avant et de contribuer à une démocratisation meilleure de notre pays.

L'Authentique : avez-vous des solutions pour une sortie de crise ?

Ch'bih Cheikh Melainine : nous avons tiré les leçons de cinq ans de militantisme et d'actions qui n'ont pas donné de résultats ni pour le parti, ni pour le peuple mauritanien qui est quand même l'objet de toutes ces actions. Nous avons voulu revenir aux sources de la démocratie et de ce que pourrait être l'opposition démocratique. Les conclusions que nous avons pu tirer nous disent que devant cette impasse, il est nécessaire de trouver une issue et de distinguer entre deux faits essentiels : l'objectif du pouvoir et l'objectif du bien-être et de la démocratisation du peuple mauritanien. Il est certes vrai qu'on pourrait faire mieux avancer notre projet de société et notre concept de la démocratisation en ayant le pouvoir. Mais, c'est une position maximaliste, et une position qui tue les initiatives. Le pouvoir n'est pas un objectif en soi parce qu'il n'est qu'un outil.

Et cet outil ne doit pas nous aveugler pour que nous ne cherchions pas à améliorer, ou à faire pression pour que soit amélioré le mieux être des populations mauritaniennes. On ne peut pas rester dans ce credo maximaliste : "Donnez Tout, ou nous ne voulons rien". Si nous parvenons à gagner chaque jour un pas de plus pour le peuple mauritanien, nous aurons gagné. Si le peuple mauritanien est satisfait de notre comportement, de notre action, il nous rejoindra. C'est dans cette perspective que nous avons pensé qu'il faut aujourd'hui repartir de zéro. Parce qu'en fait, un échec c'est arriver à zéro... Pour recommencer de zéro il faut créer - c'est nécessaire pour que le jeu démocratique soit accepté -, un climat de confiance. Climat qui doit permettre aux uns et aux autres de s'accepter dans une nouvelle ère de tolérance nécessaire à la démocratie. Quand les uns et les autres s'acceptent, c'est que tout le monde accepte l'alternance. Il faut absolument un minimum de pragmatisme pour regarder la réalité d'en face : il y a une majorité qui gouverne, elle est là ! D'où elle vient, comment elle a gouverné, l'important c'est que ce qui est sûr aujourd'hui c'est qu'elle gouverne. Il faut absolument que nous sortions de notre aveuglement et pourquoi pas, créer un climat de confiance avec cette majorité !

L'Authentique : on vous voit venir...

Ch'bih Cheikh Melainine : le Front Populaire n'ira jamais dans la majorité. Parce qu'aller à la majorité, c'est soutenir un mode de gouvernance particulier qui est en contradiction avec notre projet de société et nos convictions idéologiques de gauche ! Seulement, pour que de nouvelles règles du jeu soient mises en place, pour que les conditions de l'alternance soient améliorées, nous continuons de penser qu'il faut qu'on mette le Pouvoir en confiance et qu'il nous mette en confiance. Quand on dit alternance, ce n'est pas en sens unique : si nous venons au pouvoir, eux devraient aussi pouvoir revenir au pouvoir un jour. C'est ça l'alternance.

Ceux qui gouvernement doivent accepter certaines de nos idées et se persuader que nous sommes partie prenante dans l'édification du pays. Le président de la République est normalement l'initiateur et le contrôleur d'une politique qui a été soutenue par les gens qui lui ont donné leur voix, il n'est pas l'exécutant; c'est le gouvernement qui exécute. Nous ne manquerons pas un instant de taper sur le gouvernement quand il exécute mal ou quand nous jugeons que ce qu'il exécute n'est pas dans l'intérêt de ce pays. Ceci est dans l'intérêt de tout le monde, y compris d'ailleurs l'intérêt du président de la République.

Nous sommes opposés à une façon de gouverner, à une façon de gérer, à une façon de se comporter, à un projet de société qui existe et qui ne convient pas à nos masses. En plus, il faudrait aussi de notre part que nous acceptons de ne pas avoir d'amour d'auteur, et de ne pas nier certaines évidences, car le citoyen ne suivra pas ! Il faudra peut-être revenir au proverbe mauritanien qui dit que "quand il pleut, peut importe la direction de la pluie, l'essentiel c'est qu'il pleuve". L'important pour nous, c'est qu'il y ait de grandes réformes dans ce pays, que nous créons les conditions d'une véri-

(suite page 6)

**"Nous avons pris des positions sur l'ensemble des événements qui se sont produits, et nous préparons notre congrès."**

table unité nationale, et que nous allons de l'avant pour assurer une meilleure répartition des revenus de ce pays : créer les conditions politiques, juridiques, sociales et économiques d'une concorde entre les différentes composantes de notre peuple, tout en conciliant notre élite avec notre masse; rapprocher le pouvoir des citoyens par la décentralisation en instituant

**«Il faut absolument que nous sortions de notre aveuglement et pourquoi pas, créer un climat de confiance avec cette majorité !»**

l'intégration régionale; réformer l'administration en rentabilisant ses services; les coûts de l'administration doivent se traduire par des services efficaces rendus aux populations exemple le Secrétariat général des ministères et les cellules de projet devront disparaître, et les fonctionnaires doivent remplir des fiches quotidiennes de tâches; créer une structure d'enquête et de suivi permanent de l'activité économique et financière; créer Dar El Fatwa, avec des Muftis départementaux élus par les Imams et les Oulemas, élisant parmi leurs pairs le Mufti de la République; sans remettre en cause les bienfaits du libéralisme, redonner à l'Etat un rôle d'initiateur, d'encadreur, mais aussi de régulateur, comme producteur et prestataire dans certains secteurs sans aucun droit de monopole. Il doit garantir une bonne répartition des fruits de la croissance; créer un enseignement fonctionnel et rompre avec l'enseignement accumulatif; créer une véritable politique d'emploi; opter pour la proportionnelle régionalisée pour les législatives et la proportionnelle par Mairie pour les communales; une liste nationale des femmes représentant au moins 20 députés doit être instituée à la proportionnelle; faire représenter la société civile au Parlement (Ong, Syndicats Retraités, Handicapés physiques...); établir le bulletin unique pour les élections et instituer un Observatoire des droits de l'homme et des élections; réformer la CNSN pour en faire une vraie institution de solidarité; confier la lutte contre la pauvreté aux administrations régionales, coiffées de conseils départementaux composés d'élus tirés au sort parmi les conseillers des Mairies; régionalisation du crédit à l'économie et d'une partie du budget...

Au préalable, il faudrait bien qu'on s'accepte. Parce que si on ne s'accepte pas, on ne peut pas dialoguer. Et moi je crois que les gouvernants, doivent

absolument comprendre la nécessité de l'opposition et inviter celle-là à un dialogue. Les formes de ce dialogue m'importent peu; qu'il soit bilatéral avec chacun des partis, ou multilatéral, l'essentiel c'est qu'il faut aller vers les règles de jeu démocratique qui font que majorité et opposition s'acceptent et acceptent la démocratie. Ceci ne doit pas du tout être

vu comme un soutien de la majorité actuelle. Il ne faudrait pas qu'on déforme les mots et à la limite, je sais que certains diront que non, c'est une façon d'aller vers le gouvernement, d'aller vers la majorité. Non, en tout cas le Front populaire ne va pas vers la majorité. Mais le Front populaire tient à ce qu'il y ait réellement les conditions qui peuvent assurer une démocratisation rapide du pays et faire profiter les citoyens du maximum des retombées de cette bonne entente

**L'Authentique : peut-on s'attendre à un tel scénario quand on sait que la première tentative de dialogue entre l'opposition et le parti au pouvoir a débouché sur une impasse depuis que l'UJF a décidé de soutenir l'adversaire du président-candidat Ould Taya ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** la politique n'est pas régie par la FIFA. Il n'y a pas de "Mort subite". Ce n'est pas parce qu'un essai n'a pas été transformé qu'il faut s'arrêter. Si nous voulons la démocratie, nous devons sacrifier du temps et des tentatives jusqu'à aboutir à notre objectif... C'est vous qui nous informez. Je ne sais pas si ce dialogue a été rompu ou non, Je ne sais pas s'il est suspendu ou non. De toutes façons, ce que nous cherchons, ce n'est pas du tout, une initiative "passez-moi l'expression- "privée". Le principe de cette initiative n'était pas mauvais. Le comment de la chose n'a peut être pas donné les résultats escomptés mais nous, ce que nous voulons avant tout, c'est de se mettre en confiance. Si nous mettons en confiance, nous pourrions. Se mettre en confiance, c'est d'ouvrir les médias à l'opposition, c'est de permettre des débats, c'est de sortir complètement du climat de campagne. Depuis que la démocratie a été amorcée en Mauritanie, on est dans un climat de campagne permanente. On est toujours les uns contre les autres...

Non, il y a un laps de temps où il n'y a pas de campagne. Il faut essayer d'aller de l'avant pour faire gagner quelque chose aux Mauritanien. Vous savez, à la limite, le docker, ne s'intéresse pas à savoir qui va gouverner la Mauritanie. Ce qui l'intéresse particulièrement, c'est : qui va améliorer sa situation, quelle sera la situation de ses enfants demain... Donc nous, nous devons œuvrer à ce que nous aboutissions ensemble à de grandes réformes telle la concentration à Nouakchott de l'administration...

**L'Authentique : malgré ces réflexions, votre parti semble absent de la scène depuis que vous êtes sorti de prison...**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** certaines personnes soutiennent qu'on ne travaille pas ! Moi, je crois qu'on a jamais été plus actifs que depuis le 24 août, quand j'ai quitté la prison d'Aïoun. Le parti a organisé mon arrivée à Nouakchott; on a circulé dans huit régions en Mauritanie, nous avons envoyé des missions dans six pays, dont deux de la sous-région; nous avons publié plus de cinq déclarations et deux appels, nous sommes intervenus dans les radios, nous avons fait des interviews, nous avons pris des positions sur l'ensemble des événements qui se sont produits, notamment le procès, et nous préparons notre congrès... Je ne crois pas qu'un parti depuis août, a accompli autant d'activités que nous. Je ne vois pas ce qu'on peut nous demander de plus, nous avons fait ce que nous devons faire...

Pour ce qui est des élections, effectivement, nous n'avons pas été partie prenante, mais nous avons comme tous les partis, pris notre position: Certaines positions étaient de soutenir et nous notre position était de ne pas soutenir un candidat, c'est une position qui vaut une autre.

**L'Authentique : avez-vous engagé récemment des consultations avec le pouvoir ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** non, nous n'entretenons aucune forme de négociation avec le pouvoir, et nous n'avons jamais eu de négociations avec le pouvoir. Il ne nous l'a pas demandé et jusqu'à présent, nous n'avons pas pris l'initiative de lui demander d'ouvrir avec nous des négociations. Le problème pour nous, ce n'est d'ailleurs pas la négociation, le problème est de créer

les conditions de vie démocratique. Nous profitons de cette interview pour lancer un appel au pouvoir et à tous les acteurs politiques pour créer les conditions d'un dialogue, pour s'accepter mutuellement et pour instituer la confiance nécessaire au développement de la démocratie. Nécessaire, je le répète aux Mauritanien. Les Mauritanien ont besoin de choses palpables. Les Mauritanien ne peuvent pas attendre jusqu'aux calendres grecques que quelqu'un arrive au pouvoir pour les aider. Je crois que c'est une position maximaliste alors qu'il vaut mieux de s'accepter pour que les choses se fassent petit à petit.

**L'Authentique : s'accepter alors que toutes les tentatives de concertation entre les partis de l'opposition ont fini par échouer ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** nous sommes des partis indépendants où chacun a sa déclaration de politique, son projet de société déclaré. Nous avons nos méthodes de travail. Et nous avons surtout des fondements idéologiques différents. Malheureusement, il a été prouvé que nous ne pouvions être d'accord que sur des actions pratiques et éphémères. Nous n'avons jamais pu être d'accord sur quelques objectifs communs et sur une tactique globale commune. Ceci s'explique peut être par l'absence de base idéologique commune. Dans l'opposition, vous avez des partis de droite, des partis de gauche,

c'est-à-dire que les projets de société sont antagonistes. Quelque part, nous ne pouvons pas nous rencontrer.

Nous avons ces dernières années, tout fait, pour avoir un programme commun. Nous n'avons pas des tactiques communes, avec un plan d'action qui nous permettent de pouvoir capitaliser les choses que nous pourrions imposer au gouvernement. Je suis persuadé que si nous avions un programme commun, on aurait pu avoir un candidat unique. Mieux, cette union aurait créé des synergies qui auraient donné des résultats beaucoup plus importants. Quelque part, on est resté, pour ce qui est des leaders, avec chacun sa vanité et l'entretien de son ego. Et cette situation a été terrible, parce que probablement elle explique quelque

part l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Les rencontres se font. Elles peuvent se faire, mais les rencontres doivent avoir des résultats. Moi ce dont j'ai peur un peu, c'est qu'avec notre satisfaction, nous nous transformions en club d'intellectuels pendant la majorité du temps et en structure électorale pendant les élections. C'est-à-dire, deux structures qui ne sont pas ce qu'on appelle un parti. Et cette incompréhension, cet antagonisme réel font que nous ne pouvons pas avoir le même discours en face des populations. Alors que le mot "Opposition" en tant que mouvement sert tout le monde, mais sur le plan pratique, quand je visite un groupe et qu'un autre parti le visite, il voit en fait que nous n'avons rien de commun et souvent d'ailleurs on se tire dans les pattes. En plus, quelque part, chacun s'est octroyé le droit de déterminer qui est opposant et qui ne l'est pas. C'est valable pour moi - mea culpa-

"Le Front populaire n'a pas soutenu l'un des candidats, donc il soutient Ould Taya", c'est amusant...! Je ne vois pas qui détient sur nous un droit de parrainage ou de propriété pour nous empêcher de soutenir Ould Taya si on avait décidé de le faire. Le ridicule ne tue jamais dans ce pays. Donc, tant que nous ne nous organisons pas en opposition démocratique et qu'il soit clair que nous sommes des entités différentes, il y aura toujours ce mot "fourre-tout" d'opposition qui n'est pas une

**«Le Front Populaire n'ira jamais dans la majorité. Nous sommes dans l'opposition, et nous resterons une opposition à ce système de gouvernance.»**

structure mais qui est une véritable rata-touille avec

tous les ingrédients. Ceci est un problème. Ce qui est sûr aussi c'est qu'on s'intéresse plus aux événements et aux positions pendant les événements qu'à une ligne de conduite et à une logique des principes. Il y a un peu ce manque dans la communication et dans les moyens médiatiques qui font que : "fait l'événement celui qui crie le plus". Et ce n'est pas parce qu'on crie le plus qu'on dit forcément quelque chose de mieux. Mais ça tient, et ça passe... Souvent, nous oublions pourquoi et pour qui nous avons fait les partis. Donc ces réunions peuvent être intéressantes

**«Ce dont j'ai peur un peu, c'est qu'avec notre satisfaction, nous nous transformions en club d'intellectuels pendant la majorité du temps et en structure électorale pendant les élections.»**

mais il faudrait bien qu'elles accouchent de choses qui puissent servir le peuple mauritanien et il faudrait aussi que ces réunions se traduisent par des positions politiques ou par des actions politiques qui permettent d'aller de l'avant.

**L'Authentique : de quand date votre dernière rencontre avec un leader de l'opposition ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** je ne retiens en général que les grandes dates. Je ne suis pas particulièrement quelqu'un qui circule beaucoup entre les maisons à la recherche de "débats-tajine". Je préfère être à l'écoute des citoyens parce que je fais du professionnalisme politique. Quand c'est nécessaire on demande à se voir. Je n'en ai pas pris l'initiative ces derniers temps, eux n'ont plus. Depuis les élections. Mais auparavant j'ai fait le tour

de ces leaders de l'opposition. Et depuis, il n'y a pas eu un événement qui nous oblige à nous voir. D'ailleurs, je crois que tout le monde réfléchit

sur la sortie d'impasse; donc ils doivent eux aussi être occupé comme moi. Nous au Front populaire, nous avons la préparation de notre congrès qui se tiendra en mars, nos relations avec les partis de la région... donc un ensemble de choses qui nous occupent. Aujourd'hui le Front populaire a un cahier de charges assez important; nous avons une tentative de réunir ici à Nouakchott certains partis démocratiques. Nous avons des missions à envoyer à l'intérieur pour préparer l'élection de nos délégués pour le congrès; on est en train de préparer un document sur l'ensemble des activités de ces cinq années de militantisme. Malgré cela, nous avons été présent partout.

**L'Authentique : répondez-vous présent à une invitation au dialogue présentée par le pouvoir ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** si nous sommes appelés à un dialogue, le Front populaire sera présent. Ce qui doit être clair, c'est qu'il faut faire la différence entre aller à la majorité et accepter un dialogue, ou même aller demain dans un gouvernement où il y aurait des forces politiques de l'opposition et de la majorité. A part la majorité actuelle, rien n'est exclu. Nous partons du principe qu'il faut absolument faire passer

certaines réformes, certaines idées... Non il n'y a pas de fermeture. Ce qui est important pour nous, c'est que la démocratie puisse avancer et que le peuple mauritanien puisse profiter petit à petit des réformes. Nous cherchons le pouvoir certes, mais nous ne pouvons pas dire: "vous peuple mauritanien, restez dans la disette en attendant que nous ayons le Pouvoir!". Non, nous voulons du bien pour nos citoyens, même aujourd'hui, avec n'importe quel régime; nous voulons que votre situation soit améliorée.

**L'Authentique: pourquoi ne demandez-vous pas à être invité ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** nous ne demandons pas à être invités. Nous, nous invitons le Pouvoir à dialoguer avec l'ensemble des forces politiques de ce pays. Et je pense que ceux qui acceptent de dialoguer avec le pou-

voir pourront faire avancer d'une certaine manière, la démocratie, en créant la confiance entre les différentes forces politique et en créant les conditions d'une

avancée; qui pourrait servir le peuple mauritanien. Et il faudrait absolument se mettre dans la tête que l'important, c'est l'amélioration des conditions politiques, économique, et sociale du peuple mauritanien.

En nous retrouvant, en disant ce que nous pensons, en écoutant ce que pensent les autres, nous pourrions avancer et satisfaire certains besoins des Mauritanien.

Nous refusons la tyrannie de la pensée nihiliste, maximaliste et démagogique. Personne n'a le monopole des bonnes idées, personne n'est détenteur du droit d'agrément pour cataloguer les opposants ou les non-opposants.

Nous sommes dans une impasse; et nous ne pouvons pas rester dans cette impasse et nous satisfaire de cela. Nous croyions que cette invitation à un dialogue, à un climat de confiance est peut être une mesure importante pour sortir de l'impasse et œuvrer pour la démocratie.

**L'Authentique : vous reconnaissez avoir échoué dans votre travail...**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** le Front populaire n'a pas moins échoué que d'autres. Ce qui existe c'est qu'après une douzaine d'années d'activités politiques -dont cinq pour nous-, le com-

portement de l'opposition n'a pas fait évoluer notre démocratie ni le mieux-être des masses.

**L'Authentique : l'opposition est-elle seule responsable de cet état de fait ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** non ! Le Pouvoir en partage la responsabilité. Mais nous parlons de l'échec d'une partie; les autres ça ne peut être à la limite que dans leur intérêt que nous

échouons. Il est grand temps que les partis se posent des questions : soit notre discours n'est pas passé, soit nous avons fait un mauvais marketing, soit nous avons privilégié des détails sur des choses importantes, soit nous nous sommes auto-satisfaits de notre position d'opposition, soit nous nous plaisons à nous entendre parler... En tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'avec les derniers résultats de la présidentielle de 2003, le fait qu'un indépendant réalise plus de suffrages que les partis organisés, dont certains ont plus d'une dizaine d'années d'âge et qui n'ont ménagé aucun effort pour vaincre, ça veut dire quelque part, que le discours n'est pas passé. Et ça ça s'appelle en politique, un échec. Parce que de faire passer son discours; et qu'avec le temps, ce discours puisse amener un maximum de gens. Au vu de ces résultats, on peut même se demander s'il n'y a pas eu un recul. Quelle que soit l'appréciation du scrutin, ces résultats donnent en tout cas des indications et des tendances qui montrent que les leaders des partis organisés ont été moins cotés par la population qu'un leader indépendant.

**L'Authentique : c'est ce que vous auez pressenti, et qui vous a amené à ne pas vous présenter à cette présidentielle... ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** de toutes façons, ni en 97, ni aujourd'hui, je n'avais un doute sur les résultats parce que j'ai circulé dans le pays, je sentais un peu ce qui se passait. Et comme j'avais déjà l'expérience des votes de 97, je ne prenais pas le carnaval fait par les gens pour une traduction réelle dans les urnes de leur vote. Vous savez,

quand il y a un vote, vous avez trois types de clients, ceux qui croient en vous, ceux qui viennent, croyant que vous avez des moyens à distribuer, et vous avez un troisième groupe qui vient pour se faire réclamer par les siens, se faire désirer et qui tourne autour du candidat le plus menaçant mais qui finira par voter pour ses anciens amis. Il y a un carnaval qu'il ne faut pas prendre pour un mouvement d'allégeance des foules.

Ceci est un constat à posteriori qui ne pouvait être le justificatif de mon absence, et d'ailleurs, tout manquait sauf les bons candidats. Au demeurant, j'avais à peu près une idée de ce qui pourrait

se passer. Et puis, j'étais particulièrement gêné par l'absence pratique de programme clair qui pourrait faire balancer certains mauritanien vers le candidat qui leur promettrait des choses réalisables. Ceci a été un gêne; en plus, le marketing fait par les candidats ne semblait pas créer une mobilisation additionnelle par rapport aux premiers jours de la campagne. Mais je crois en fait qu'on avait quand même un grand dilemme : en face du candidat indépendant et le candidat du parti au pouvoir, les candidats de partis légalisés n'ont ménagé aucun effort pour se créer des sympathies dans l'électorat local et malgré cela nous sommes arrivés à des tendances qui les classent en troisième et quatrième position !

**L'Authentique : Haïdalla était quand même un phénomène !**

**Ch'bih Ould Cheikh Melainine :** chaque fois qu'il y a une élection, on parle de phénomène. C'est souvent le cas quand on est surpris par les résultats, mais je crois que pour cette fois, en voyant les gens bouger, on sentait cette tendance... Haïdalla est connu, il est quelqu'un de très sobre (ce qui plaît bien aux Mauritanien), il a déjà dirigé le pays et il avait autour de lui un ensemble d'hommes politiques aguerris qui ont sûrement joué un rôle dans l'élan de sympathie qu'il a suscité. Au demeurant, le côté phénoménal, c'est plutôt le délaissement des partis organisés au profit d'un indépendant et par rapport à des

partis qui n'ont cessé de militer et qui se sont sacrifiés depuis l'enclenchement du processus démocratique.

**L'Authentique : soit, mais Ould Haïdalla n'en demeure pas moins un phénomène !**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** oui... Mais est-ce que ceci ne s'explique pas par le fait que le message des partis n'ait pas été compris ?

**L'Authentique : quelles appréciations faites-vous du procès de Haïdalla ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** dans ce pays, nous avons encore une justice très défaillante. Moi-même j'ai connu les affres de cette justice.

Au vu du passé de cette justice, je crois qu'il serait important de créer un corps de juges réellement capable d'appréhender les lois de la République et de pouvoir les appliquer sereinement. Je crois qu'il ne faudrait pas chercher toujours des boucs émissaires car si ces juges étaient imbus de leur personne, nul ne peut les influencer. J'irai même jusqu'à dire qu'il faudrait faire un départ volontaire pour essayer de créer un nouveau corps capable de jouer son rôle dans un État de droit. Nous avons besoin de cela pour la démocratie et nous avons surtout besoin de cela pour notre économie.

Quelqu'un est quelque part accusé. Là, je peux accepter le règlement binaire que je n'aime pas en général dans des procès aussi importants que les complots contre la sécurité de l'Etat, il n'y a pas de juste milieu : Soit on doit être incriminé soit on doit être relâché... Mais pour ne pas rentrer dans cette polémique, l'important aujourd'hui pour nous, et on l'a dit dans notre déclaration, c'est qu'il faudrait absolument, dans l'intérêt de ce merveilleux peuple, aller vers la Tolérance. Pour les choses de type délit d'opinion, délit politique, ne faudrait-il pas faire table rase et aller vers une tolérance, vers un pardon qui déclencherait justement ce que j'appelle

la confiance nécessaire à l'acceptation des uns et des autres. Je ne suis pas juge, j'aspire à l'exécutif et je suis défenseur de la séparation des pouvoirs, mais je crois qu'aujourd'hui, il faudrait absolument créer la sérénité en s'imposant la tolérance.

**«Nous refusons la tyrannie de la pensée»**

**«Le débat, le dialogue ne veulent pas dire l'aliénation des idées, ni la remise en cause des principes. Notre objectif premier est la démocratie pour le mieux être des citoyens.»**

Dans le verdict qui vient d'être prononcé, on sent une certaine hésitation entre la relaxation pître et simple et un certain "besoin" de sévir. On sent que c'est surtout le délit d'opinion qui a été sanctionné, en ce sens qu'on a suspendu les droits civiques des accusés. Je souhaite que la Cour Suprême puisse casser ce jugement et que la nouvelle juridiction devant laquelle doivent être présentés les accusés les relaxe purement et simplement. Ce serait digne, et ce serait dans l'intérêt de notre concorde nationale. Et cela barrait quelque part la route à toutes les idées extrémistes qui à la limite, aujourd'hui, nient la nécessité de la démocratie et pensent que les formes de changements peuvent ou doivent ne pas être démocratiques. D'aucuns disent qu'il n'y a plus d'issue démocratique pour l'alternance. Quand on dit ça, on sous-entend que la violence est forcément un passage obligé. Pour les démocrates, ce discours est inacceptable. L'argument avancé est que le Pouvoir est un pouvoir qui est là par la force. En fait, c'est une Lapalissade. Tout pouvoir est là où il est par une certaine forme de force, par une certaine expression de violence qui est la violence parfois du nombre, parfois des armes. Le pouvoir par la violence est antidémocratique. Je suis sûr que les Mauritanien ne veulent pas des régimes monolithiques... Que les Mauritanien et l'opinion internationale ne veulent pas de régime militaire. Et de toutes façons, on a souvenir encore de ce que peuvent être les régimes militaires. Un climat de civilité et de pacification des relations politiques devant servir la concorde ne peut être que salutaire pour une démocratisation du pays.

**L'Authentique : Monsieur l'économiste, notre monnaie n'est pas au plus bon, ces derniers temps...**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** il faudrait être clair dans ces choses-là. Il faut savoir que depuis quelques mois, il y a une véritable guerre que se mènent l'économie américaine et l'économie de l'Union européenne. Dans cette guerre, les Américains ont fait mouvoir tous les leviers et en particulier le levier monétaire pour essayer de sur-côter l'Euro et de "sous-côter" le dollar enfin d'endiguer les velléités de domination commerciale du monde par l'Union européenne. Ceci est assez bien étudié parce que les Américains ont ramené au plus bas leurs taux d'in-

térêt, manoeuvrant à merveille pour essayer d'abaisser le dollar par rapport à l'Euro. Ils ont utilisé de plusieurs leviers : déficit budgétaire qui comme par hasard avoisine leur budget d'armement, taux d'intérêt au plus bas (environ 1%), baisse de la fiscalité sur les revenus - relance de la demande et augmentation de l'épargne; activités boursières et OPA sur les entreprises stratégiques européennes; intervention militaire, destruction-reconstruction qui relance la croissance des secteurs entraînants comme l'armement et le pétrole. En plus, il y a une structure de type verticale qui trouve toujours ses initiatives au niveau des États Unis qui par leurs fonds de pension sont devenus pratiquement actionnaires dans toutes les grandes entreprises européennes. Ils ont manœuvré aussi au bon moment, à l'heure où l'union européenne se constituait, s'emploie à asseoir sa monnaie unique. Une Union soumise à un ensemble de contraintes budgétaires qui doivent être respectées par les différents États qui avaient des économies concurrent et qui ont toujours, sectoriellement, des industries concurrent mais qui sont obligés d'avoir la même politique économique monétaire et même, à la limite, commerciale. Donc l'augmentation de l'Euro par rapport à l'Ouguiya ne veut pas dire une dévaluation de l'Ouguiya. Une chute de l'Ouguiya est un autre type d'action. La monnaie européenne a beaucoup augmenté par rapport à toutes les monnaies dans le monde. C'est une guerre, c'est une véritable guerre. Mais il ne faudrait pas être aussi pessimiste parce que les Américains, pour ce qui est en tout cas des taux d'intérêt, ça m'étonne qu'ils soient encore capables de le baisser. Donc il faut s'attendre très rapidement à une remontée du dollar. Déjà, dès que le pays commence à s'assurer de l'incapacité de baisse supplémentaire du dollar par rapport à l'Euro, les gens commenceront à acheter du dollar. Et quand ils commenceront à l'acheter, il y aura une accélération de son ascension face à l'Euro. L'équilibre doit se situer au point 1\$ = 1 Euro = 100 Yen.

On a constaté effectivement un renchérissement de nos importations qui a engendré un effet pervers pour notre économie parce que l'augmentation de l'Euro seulement aurait dû être relativement contrôlée. Malheureusement, il y a eu un manque d'encadrement monétaire et un manque d'encadrement de notre économie. L'Euro s'est

renchéri donc le Sénégal et le Mali sont en train de déstocker nos produits qu'ils achètent moins cher avec leur monnaie qui est devenue plus forte. Normalement il devrait y avoir un contrôle sur les frontières qui éviterait de faire ce destockage de nos produits, et qui nous permettrait de tenir plus longtemps le coup avec des marchandises achetées à un Euro inférieur par rapport à l'Euro que nous avons aujourd'hui. Ça ne semble pas avoir été fait... Au demeurant, il faut trouver une solution au problème des bureaux de change ! Ces institutions ne jouent pas le jeu en matière monétaire. L'Euro est aujourd'hui à 307 ouguiyas ! Il y a quelques jours, il était à 301 ouguiyas, alors que l'Euro se vendait dans ces bureaux de change autour de 380, 385, 390 ouguiyas. La commission prise par ces bureaux avoisinait déjà les 28 % ! Ceci est inacceptable, et c'est là où je constate la démission de la BCM. Bien que les Banques et le Trésor ont, par l'assèchement des liquidités, déflaté les prix.

Il faut reconnaître aussi que cette situation économique n'est pas favorisée par le gouvernement. Depuis l'annonce des candidatures à la dernière présidentielle, l'administration ne travaille pas. Alors que nous passons par une tempête assez difficile qui doit amener le gouvernement à être davantage à l'oeuvre pour mieux encadrer la situation et freiner l'augmentation des prix, notamment pour ne pas baisser le pouvoir d'achat de Mauritanien qui viennent de se réjouir quelque part

d'une augmentation des salaires. La spéculation risque d'anéantir cet espoir

**L'Authentique : avez-vous des solutions pour une reprise de l'économie**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** les solutions existent pour essayer d'endiguer ce phénomène : il faut relativement serrer les barrières des frontières pour éviter le destockage et il faut une politique d'Open Market, c'est-à-dire qu'il faut une intervention journalière de la Banque Centrale pour injecter ou absorber des devises sur le marché. Aujourd'hui, nous avons besoin de maintenir au moins quinze jours d'intervention de la BCM pour arriver à baisser la commission des bureaux de change. Il est aussi nécessaire de criminaliser certaines actions de ces bureaux de change. On peut aussi frei-

ner les importations pour certaines marchandises, en attendant un peu que cette tempête de l'Euro passe.

Naturellement il faut reconnaître que les monnaies sont des monnaies flottantes et ainsi il faut s'attendre à ce que tous les mouvements des grandes monnaies sur les places internationales aient des conséquences sur l'ensemble des monnaies du monde. Nous ne sommes pas particulièrement plus malheureux que les Européens qui, quand même, à un moment où leur croissance tourne autour d'1, 5%, voient un rétrécissement sans précédent de leur exportation face à un dollar qui coûte moins cher et face à des importations qui elles, s'accroissent creusant le déficit de la balance commerciale et fabriquant des chômeurs.

Naturellement, le phénomène des prix est un autre phénomène en Mauritanie. On a fait une grande confusion en croyant que l'absence de contrôle de prix et le libéralisme signifient spéculation sur les prix. La constitution des prix est assez mal connue. Il faut que la formation des prix soit réglementée. Pour ce qui est de la politique économique, il y a une meilleure structuration de l'économie nationale qui est nécessaire; et l'impératif de la répartition équitable des fruits de la croissance. Mais ça, c'est un autre débat !

La lutte contre la pauvreté dont le principe est particulièrement intéressant, ne doit pas masquer la nécessité

d'une meilleure répartition des revenus. Aujourd'hui les grandes interventions financières profitent soit aux hommes d'affaires les mieux assis, soit au micro-crédit qui aide les plus pauvres. Mais le plus important, c'est-à-dire la classe moyenne, n'a pas de structures financières qui peuvent la développer. Et c'est la classe moyenne qui est créatrice d'emplois et surtout créatrice de sources de répartition de revenus. Il ne faudrait pas qu'on soit masqué par cette politique de lutte contre la pauvreté qui est surtout une mesure d'accompagnement relevant de la solidarité sociale et non une mesure stratégique économique qui vient corriger les défauts de la croissance.

**L'Authentique : concrètement, comment expliquez-vous la flambée des prix actuelle ?**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** la flambée des prix n'a pas sa raison d'être.

Depuis que l'Euro a commencé à connaître son ascension, les importations sont assez rares; donc nous ne voyons pas un changement sur les coûts parce que ce qui est vendu ce sont des produits déjà achetés à un Euro plus faible. Cela s'appelle la spéculation, qui du reste, est interdite par la loi mauritanienne. Il faudrait encadrer, suivre et prendre des mesures de correction qui permettent justement à ce que l'on ne profite pas d'un effet qui n'a pas encore fait ses retombées, pour lancer une spéculation sur les prix. Les départements ministériels concernés devraient réellement corriger cette tendance. La Sonimex, Le CSA, l'administration territoriale et les médias doivent se mobiliser, les associations de consommateurs doivent être activées et soutenues.

**L'Authentique : le mot de la conclusion...**

**Ch'bih Cheikh Melainine :** en conclusion, ce qui est important c'est que nous puissions réellement aller vers un jeu démocratique normal. Pour cela, il faudrait qu'un climat de confiance existe ! Il faudrait ouvrir une ère de tolérance dans laquelle doit être bannie toute forme d'injustice, d'arbitraire. Et si cela n'existe pas, nous ne pouvons pas réellement aspirer à une véritable démocratie. La démocratie a besoin d'un environnement stable. Elle a besoin, sur le plan économique, de l'existence d'une classe moyenne qui est source de stabilité politique. Et il faudrait que nous confirmons que nous pouvons être opposés quand on n'est pas au pouvoir, sans forcément être nihiliste et sans forcément croire que l'opposition, c'est l'affrontement... Et il faudrait que nous puissions faire un bon marketing de nos idées et de notre projet de société pour montrer qu'une Mauritanie meilleure peut être rêvée et même créée. Nous demandons à ce que le Pouvoir ou les gens qui sont au pouvoir contribuent et peut être en premier chef, à créer les conditions de cette mise en confiance des différents acteurs politiques. Le débat, le dialogue ne veulent pas dire l'aliénation des idées, ni la remise en cause des principes. notre objectif premier est la démocratie pour le mieux être des citoyens. Pour cela, il faut une majorité démocratique mais aussi une opposition démocratique, et quelque part, une classe politique Patriotique.

**Propos recueillis par Oumar El Moctar**